

Le Pacte du Quincy ne protège que le roi d'Arabie, pas son héritier

par Thierry Meyssan

Les Panaméens qui se souviennent de l'arrestation par Washington de son employé, le général Noriega, ne sont pas surpris du sort réservé par Washington au prince héritier saoudien. L'affaire Jamal Khashoggi est l'un des plus petits crimes de MBS, mais ce devrait être son dernier. La famille des Saoud n'est pas protégée par le Pacte du Quincy qui ne s'applique qu'au roi. Les États-Unis devraient récupérer plusieurs milliards de dollars.

عربي ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO PORTUGUÊS РУССКИЙ ТҮРКÇЕ DEUTSCH



Recevant le prince héritier saoudien, « MBS », le président Trump avait récapitulé les commandes dispendieuses de Riyad à son pays et conclut en souriant : « C'est dans vos moyens, n'est-ce pas ? ».

L' affaire Khashoggi est un des multiples exemples de l'éthique à géométrie variable des Occidentaux.

L'Arabie des Saoud

Voici soixante-dix ans que l'on ignore un fait criant : l'Arabie saoudite n'est pas un État comme les autres. Il est la propriété privée de son roi et tous ceux qui y résident ne sont que ses serfs. C'est pourquoi il est désigné comme la résidence de ses propriétaires, les Saoud, c'est-à-dire l'Arabie « saoudite ».

Au XVIIIème siècle, une tribu de bédouins, les Saoud, s'allie à la secte des wahhabites et se révolte contre l'Empire ottoman. Ils parviennent à créer un royaume au Hedjaz, la région de la péninsule arabique comprenant les villes saintes de l'islam que sont Médine et La Mecque. Ils sont bientôt réprimés par les Ottomans.

Au début du XIXème siècle, un survivant de la tribu des Saoud lève une nouvelle révolte. Cependant sa famille s'entre-déchire et perd à nouveau.

En définitive, au XXème siècle, les Britanniques misent sur les Saoud pour renverser l'Empire ottoman et exploiter les ressources d'hydrocarbures de la péninsule arabique. Avec l'aide de Lawrence d'Arabie, ils fondent le royaume actuel, le troisième de la tribu.

L'idée du Foreign Office était que les Saoud et les wahhabites sont détestés de leurs serfs et incapables de s'entendre avec leurs voisins.

Compte tenu de la disproportion des forces militaires entre les sabres des Saoud et les armes modernes des Britanniques, cette famille ne pourrait jamais se retourner contre ses maîtres occidentaux. Cependant, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis profitèrent de l'affaiblissement des Britanniques pour se substituer à eux. Le président Franklin Roosevelt conclut avec le fondateur du royaume le Pacte du Quincy. Les États-Unis s'engageaient à protéger la famille des Saoud en échange de leurs hydrocarbures. En outre, les Saoud ne s'opposeraient pas à la création d'un État juif en Palestine. Ce document a été renouvelé par le président George W. Bush.

Le fondateur du wahhabisme, Mohammed ben Abdelwahhab, considérait que tous ceux qui ne rejoignaient pas sa secte devaient être exterminés. De très nombreux auteurs ont relevé la proximité du mode de vie wahhabite et celui de certaines sectes juives orthodoxes, ainsi que les ressemblances entre les raisonnements des théologiens wahhabites et ceux de certains pasteurs chrétiens puritains. Cependant afin de maintenir leur influence au Moyen-Orient, les Britanniques décidèrent de combattre les nationalistes arabes et de soutenir les Confréries des Frères musulmans et des Nachqbandis. C'est pourquoi ils demandèrent aux Saoud, en 1962, de créer

la Ligue islamique mondiale, et en 1969, ce que nous appelons aujourd'hui l'Organisation de la coopération islamique. Le wahhabisme admit l'islam sunnite qu'il avait jusque là combattu. Les wahhabites se présentent désormais comme les protecteurs du sunnisme, mais persistent à combattre les autres formes d'islam.

Soucieux d'éviter les fratricides qui marquèrent l'histoire de sa famille au XIXème siècle, Ibn Saoud institua un système de succession entre ses frères. Le fondateur du royaume avait eu 32 épouses qui lui donnèrent 53 fils et 36 filles. Le plus âgé d'entre les survivants, le roi Salmane, a 82 ans. Pour sauver le royaume, le Conseil de famille admit en 2015 de mettre fin à cette règle adelphique et de désigner les enfants du prince Nayef et du nouveau roi Salmane comme futurs héritiers. En définitive, Mohammed Ben Salmane évinça le fils de Nayef et devint l'unique prince héritier d'Arabie saoudite.

Les mœurs des Saoud

Dans l'Antiquité, le mot « arabe » désignait les peuples araméens vivant du

côté syrien de l'Euphrate. Dans ce sens, les Saoud ne sont pas des arabes. Cependant, le *Coran* ayant été collationné par le Calife à Damas, le mot « arabe » désigne aujourd'hui les peuples parlant la langue du *Coran*, donc ceux du Hejaz. Ce terme générique masque les civilisations très différentes des bédouins du désert et des peuples des villes dans un ensemble géographique qui va de l'Océan atlantique au Golfe persique.

Passée subitement du chameau à l'avion privé, la famille des Saoud a conservé au XXI^{ème} siècle, la culture archaïque du désert. Par exemple sa haine de l'Histoire. Elle détruit tout vestige historique dans son pays. C'est cette mentalité que l'on a vu à l'œuvre avec les jihadistes en Iraq et en Syrie. Il n'existe aucune autre raison à la destruction de la maison de Mahomet par les Saoud ou des tablettes administratives sumériennes par Daesh.

De même que les Occidentaux ont utilisé les Saoud pour repousser les Ottomans —ce que personne ne conteste aujourd'hui—, ils ont utilisé les jihadistes, financés par les Saoud et encadrés par les wahhabites, pour détruire l'Iraq et la Syrie.

On l'a oublié, mais au début de l'agression contre la Syrie, lorsque la

presse occidentale inventait le « printemps arabe », l'Arabie saoudite n'exigeait que le départ du président Bachar el-Assad. Riyad acceptait le maintien de ses conseillers, de son gouvernement, de son armée et de ses services secrets, auxquels il n'avait rien à reprocher. Il voulait uniquement la tête d'Assad parce que celui-ci n'est pas sunnite.

Lorsque le prince Mohamed Ben Salmane (dit « MBS ») est devenu le plus jeune ministre de la Défense au monde, il a exigé d'exploiter les champs pétroliers du « Quart vide », cette zone à cheval sur son pays et le Yémen. Face au refus yéménite, il a lancé une guerre pour s'y couvrir de gloire comme son grand-père. En réalité, personne n'est jamais parvenu à se maintenir au Yémen, pas plus qu'en Afghanistan. Peu importe, le prince héritier manifeste sa puissance en privant 7 millions de personnes de nourriture. Si au Conseil de sécurité, tous les membres s'inquiètent de la crise humanitaire, nul ne se permet de critiquer le valeureux prince MBS.

Conseillant son père, le roi Salmane, MBS lui propose d'éliminer le chef de l'opposition intérieure, le cheikh Nimr Baqr al-Nimr [1]. L'homme était certes pacifique, mais c'était un infidèle du point de vue wahhabite, un chiite. Il fut décapité sans provoquer de tollé chez les Occidentaux. Puis,

MBS fit détruire Moussawara et Chouweikat dans la région de Qatif. Tous des chiites ! Là encore les Occidentaux n'ont pas vu les villes rasées par des blindés, ni les serfs massacrés.

Ne supportant aucune contradiction, MBS pousse son père à rompre avec le Qatar, en juin 2017, qui a eu l'audace de prendre parti pour l'Iran face à l'Arabie saoudite. Il somme tous les États arabes de le suivre et parvient à faire reculer provisoirement l'Émirat.

Lorsqu'il accède à la Maison-Blanche, le président Trump fait la part du feu. Il laisse les yéménites agoniser à la condition que Riyad cesse de soutenir les jihadistes.

C'est alors que le conseiller du président Trump, Jared Kushner, eut l'idée de récupérer l'argent du pétrole pour renflouer l'économie US. L'immense fortune des Saoud n'est jamais que l'argent que les Occidentaux en général et les États-Uniens en particulier lui ont versé mécaniquement pour ses hydrocarbures. Ce n'est pas le fruit de leur travail, juste une rente de leur propriété. Le jeune homme organise donc le coup de Palais de novembre 2017 [2]. 1 300 membres de la famille royale sont assignés à résidence, y compris le bâtard du clan Fadh, le Premier ministre libanais Saad Hariri.

Certains sont pendus par les pieds et torturés. Tous doivent « offrir » au prince héritier la moitié de leur fortune. « MBS » encaisse en nom propre au moins 800 milliards de dollars en argent et en actions [3]. Erreur fatale !

La fortune des Saoud, jusqu'ici dispersée entre tous, s'était concentrée en une main qui n'était pas celle du roi et donc de l'État. Il suffit donc de tordre cette main pour récupérer le magot.

Alors que les Occidentaux s'esbaudissent devant la modernité de MBS qui autorise les femmes à conduire, le Canada lui reproche d'arrêter des leaders féministes. Furieux, il rompt les relations diplomatiques entre les deux pays, gèle les échanges commerciaux et rappelle tous ses ressortissants. MBS menace aussi le Koweït du même sort que le Yémen s'il ne lui offre pas ses réserves pétrolières frontalières. Mais le temps s'écoule rapidement.

L'opération Khashoggi

Il suffisait d'attendre. Le 2 octobre 2018, MBS fit assassiner au consulat

saoudien d'Istanbul un des hommes de main du prince al-Waleed Ben Talal, le journaliste Jamal Khashoggi, en violation de l'article 55 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires [4].

Jamal Khashoggi était le petit-fils du médecin personnel du roi Abdul Aziz. Il était le neveu du marchand d'armes Adnan Khashoggi qui équipa l'armée de l'air saoudienne, puis approvisionna pour le compte du Pentagone l'Iran chiite contre l'Iraq sunnite. Samira Khashoggi, sa tante, est la mère du marchand d'armes Dodi Al-Fayed (éliminé avec sa compagne, la princesse britannique Lady Diana [5]).

Jamal avait été associé au coup de Palais que le vieux prince al-Waleed préparait contre MBS. Des spadassins lui coupèrent les doigts et le démembrèrent avant de présenter sa tête à leur maître, MBS. L'opération avait été soigneusement enregistrée par les services secrets turcs et US.

À Washington, la presse et des parlementaires US demandent au président Trump de prendre des sanctions contre Riyad [6].

Un conseiller de MBS, Turki Al-Dakhil, réplique que si les États-Unis prennent des sanctions contre le royaume, celui-ci est prêt à chambouler l'ordre mondial [7]. Car dans la tradition des bédouins du désert, toute

insulte doit être vengée quel qu'en soit le prix.

Selon lui, le royaume prépare une trentaine de mesures dont les plus marquantes sont :

- ▶ Descendre la production de pétrole à 7,5 millions de barils/jour, provoquant une hausse des prix aux environs de 200 dollars le baril. Le royaume exigera d'être payé en d'autres monnaies que le dollar, provoquant la fin de son hégémonie ;
- ▶ S'écarter de Washington et se rapprocher de Téhéran ;
- ▶ Acheter des armes en Russie et en Chine. Le royaume offrira une base militaire à la Russie à Tabuk, au nord-ouest du pays, c'est-à-dire à proximité de la Syrie, d'Israël, du Liban et de l'Iraq ;
- ▶ Soutenir du jour au lendemain le Hamas et le Hezbollah.

Consciente des dégâts que le fauve peut provoquer, la Maison-Blanche sonne la curée. Se souvenant tardivement de leur beau discours sur les « Droits de l'homme », les Occidentaux déclarent en chœur qu'ils ne supportent plus ce tyran médiéval [8]. Tous leurs leaders économiques, un à un, se conforment aux instructions de Washington et annulent leur participation au Forum de Riyad. Rappelant que Khashoggi était « résident

états-unien », le président Trump et son conseiller Kushner évoquent la confiscation de ses biens au profit des États-Unis pour apaiser leur courroux.

À Tel-Aviv, c'est la panique. MBS était le meilleur partenaire de Benjamin Netanyahu [9]. Il lui avait demandé de constituer un état-major commun au Somaliland pour écraser les Yéménites. Lui-même s'était secrètement rendu en Israël, fin 2017. L'ancien ambassadeur US à Tel-Aviv, Daniel B. Shapiro, prévient ses coreligionnaires israéliens : avec un tel allié, Netanyahu met le pays en danger [10].

Le Pacte du Quincy ne protège que le roi, pas les prétendants à son trône.

Thierry Meyssan

[1] « [La mort du cheikh El-Nimr fait vaciller le régime des Saoud](#) », par André Chamy, *Réseau Voltaire*, 3 janvier 2016.

[2] « [Coup de Palais à Riyad](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 7 novembre 2017.

[3] "[Saudis Target Up to \\$800 Billion in Assets](#)", Margherita Stancati & Summer Said, *Wall Street Journal*, November 8, 2017.

[4] « [Convention de Vienne sur les relations consulaires](#) », *Réseau Voltaire*, 24 avril 1963.

[5] *Lady died*, par Francis Gillery, Fayard éd., 2006. « Francis Gillery : "J'ai étudié le mécanisme du mensonge d'État dans l'affaire Diana" », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 août 2007.

[6] "The disappearance of Jamal Khashoggi", by Manal al-Sharif, Washington Post (United States) , 9 October 2018. "Letter by the Senate Foreign Relations Committee on the disappearance of Jamal Khashoggi", 10 October 2018.

[7] "US sanctions on Riyadh would mean Washington is stabbing itself", Turki Al-Dakhil, *Al-Arabiya*, October 14, 2018.

[8] « Déclaration conjointe des ministres des affaires étrangères d'Allemagne, de France et du Royaume-Uni sur la disparition de Jamal Khashoggi », « Déclaration de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni sur la mort de Jamal Khashoggi », Réseau Voltaire, 14 et 21 octobre 2018.

[9] « Exclusif : Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 22 juin 2015.

[10] "Why the Khashoggi Murder Is a Disaster for Israel", Daniel Shapiro, *Haaretz*, October 17, 2018.

Source : « Le Pacte du Quincy ne protège que le roi d'Arabie, pas son héritier », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 octobre 2018, www.voltairenet.org/article203577.html